



**L'Europe  
locale & régionale**

# Résilience de la gestion de l'eau

**Renforcer la durabilité et l'adaptation au changement climatique grâce à une gouvernance et une coopération étroite avec les municipalités et les régions.**

**Messages clés du CCRE sur la future stratégie de l'UE en matière de résilience de l'eau**

Décembre 2024

**Conseil des municipalités et régions d'Europe (CCRE)**

Inscrit au registre des représentants d'intérêts

Numéro d'enregistrement : 81142561702-61

## Messages clés du CCRE

1. L'eau en tant que bien public : Le CCRE appelle à l'établissement de cadres juridiques solides pour protéger l'eau en tant que bien public, prévenant sa marchandisation et garantissant un accès universel et équitable.
2. Des politiques adaptées aux spécificités locales : Encourager des solutions adaptées aux réalités de chaque région, intégrant aménagement du territoire, gestion de l'eau et solutions basées sur la nature afin de répondre efficacement aux défis locaux, qu'il s'agisse de sécheresses ou d'inondations.
3. Augmenter le financement : Garantir un soutien financier adéquat pour l'adaptation au changement climatique, notamment aux projets de modernisation d'infrastructure, de mise en œuvre des législations européennes et de mesures d'urgence pour la gestion de l'eau.
4. Renforcer les mécanismes de gouvernance multi-niveaux : Impliquer l'ensemble des niveaux de gouvernance et des parties prenantes dans la sensibilisation, l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de résilience de la gestion de l'eau, en veillant à l'interdépendance entre les zones urbaines et rurales pour favoriser la résilience

## Contexte

L'accès à l'eau est un droit fondamental et un bien public essentiel. L'accès à une eau potable abordable et de qualité pour tous les citoyens de l'Union européenne doit être un objectif central des futures initiatives de l'UE. Face aux défis croissants du changement climatique et des changements démographiques qui mènent à l'urbanisation et la dépopulation, il est impératif de renforcer la résilience de nos systèmes hydriques en Europe. La prochaine stratégie de résilience de l'eau de la Commission européenne doit accorder une attention prioritaire aux collectivités locales et régionales, en garantissant qu'elles disposent des outils et du soutien nécessaires pour gérer cette ressource cruciale de manière durable et efficace.

Nous saluons le projet de la Commission de cartographier les risques et les besoins de préparation dans les zones urbaines et rurales afin de préparer une nouvelle stratégie européenne, comme annoncé dans les lignes directrices de la CE pour 2024-2029. La mise en œuvre de cette stratégie, en lien avec la révision des directives européennes sur l'eau en cours, constitue à la fois des défis et des

opportunités majeurs pour les municipalités et les régions. Une approche inclusive, impliquant les parties prenantes, est essentielle pour obtenir un large soutien des entreprises et de la société civile dans les stratégies locales d'adaptation au climat, notamment les initiatives de résilience de l'eau.

Bien que la modernisation des infrastructures hydrauliques, l'adoption de technologies intelligentes et la mise en œuvre de plans d'adaptations intégrant des solutions basées sur la nature sont financièrement et logistiquement exigeantes, le potentiel de financement de l'UE et de solutions d'investissement innovantes ouvre la voie à une sécurité et une durabilité accrues pour la gestion de l'eau.

L'UE doit veiller à ce que la future stratégie européenne pour la résilience de l'eau offre des orientations et des mécanismes de soutien clairs pour les gouvernements locaux et régionaux. Cette stratégie doit cibler la modernisation des infrastructures pour une gestion de l'eau plus efficace tout en encourageant l'adoption de solutions de résilience de l'eau innovantes et intelligentes, intégrant les problématiques liées à l'eau dans un contexte plus large d'aménagement du territoire, avec un accès facilité aux financements pour les municipalités et régions.

Le CCRE appelle l'UE à prendre des mesures décisives pour renforcer la résilience de l'eau en Europe. En adoptant ces recommandations, l'UE pourra s'assurer que les systèmes de gestion de l'eau sont robustes, adaptatifs et capables de relever les défis posés par le changement climatique et l'urbanisation, garantissant ainsi un avenir durable pour tous.

## **1. L'eau en tant que bien public**

L'accès à l'eau est un droit humain fondamental et sa gestion ne doit pas être soumise à une logique de marchandisation. Une gestion des ressources en eau par le secteur public assure une responsabilité directe envers les citoyens, favorise la transparence et les investissements à long terme avec des coûts de transaction réduits. Cette approche permet non seulement de renforcer la confiance des citoyens, mais aussi de garantir des pratiques de gestion durable de l'eau axée sur le bien-être public plutôt que sur la recherche de profit.

La remunicipalisation des services d'eau dans des villes comme Paris et Berlin ont illustré les bénéfices concrets du retour au contrôle public de la gestion de l'eau. Confrontées à une hausse des prix et à une détérioration de la qualité du service sous l'égide d'opérateurs privés, ces deux villes ont décidé de reprendre en charge leurs services d'eau au niveau municipal. Les résultats sont probants : Paris a

observé une baisse de 5 à 8 % des tarifs de l'eau dès la première année, tandis que Berlin a constaté une amélioration de la qualité du service ainsi qu'un réinvestissement substantiel dans les infrastructures.<sup>1</sup>

A cet égard, nous demandons aux décideurs européens de :

- Mettre en place des cadres juridiques solides pour protéger l'eau et l'eau usée en tant que bien public, en veillant à ce que l'accès à l'eau potable soit garanti pour tous.
- Renforcer le soutien aux services publics de l'eau, en facilitant l'accès au financement et en fournissant l'assistance technique aux municipalités afin de promouvoir la transparence, la responsabilité et une gestion durable de l'eau.

## 2. Des politiques adaptées aux spécificités locales

Les défis de gestion de l'eau en Europe varient considérablement : certaines régions sont confrontées à de graves sécheresses, tandis que d'autres font face à des inondations de plus en plus fréquentes. Par exemple, le changement climatique entraîne une pénurie d'eau récurrente dans le sud de l'Europe, tandis que le nord et le centre de l'Europe connaissent une intensification des précipitations et des risques d'inondations. Pour relever ces défis, il est essentiel de développer des stratégies spécifiques à chaque région, prenant en compte les réalités locales et répondant aux besoins de tous les territoires – des plus petites municipalités et régions rurales aux régions fortement urbanisées.

Ces stratégies locales doivent notamment définir des plans d'urgence complets et solides pour les événements liés à l'eau, qui permettent aux gouvernements locaux et aux communautés d'agir rapidement en cas de crise liée à l'eau. Ces plans doivent également intégrer des campagnes de sensibilisation du public, des systèmes d'alerte précoce et des protocoles d'évacuation adaptés aux profils de risques locaux.

Une gestion efficace de l'eau dépasse la question des infrastructures ; elle doit également intégrer les facteurs environnementaux, sociétaux et économiques qui influencent l'usage et la disponibilité de l'eau. Les initiatives de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) promues par les Nations unies,

---

<sup>1</sup> [La remunicipalisation de l'eau à Berlin et à Paris : Processus spécifiques et défis communs](#)

par exemple, démontrent l'importance d'aligner les politiques sectorielles, de l'agriculture à la planification urbaine, pour une gestion coordonnée et durable.<sup>2</sup>

Une approche unique ne peut pas répondre aux besoins variés des différentes régions en matière de gestion de l'eau. Les gouvernements locaux, en première ligne de la mise en œuvre, sont les mieux placés pour concevoir des politiques adaptées aux besoins spécifiques de leurs communautés. Ils disposent d'une connaissance fine des défis locaux et peuvent développer des solutions adaptées et durables.

Les solutions basées sur la nature, telles que la restauration des zones humides et les infrastructures vertes, ne renforcent pas seulement la résilience de l'eau, mais offrent également des avantages environnementaux plus larges, y compris le soutien de la biodiversité et la séquestration du carbone. Par exemple, Gand s'illustre par des initiatives de restauration d'habitats naturels en milieu urbain, qui renforcent la résilience aux impacts climatiques tout en améliorant le cadre de vie et la biodiversité.<sup>3</sup>

Pour encourager des réponses locales aux défis de la gestion de l'eau dans l'UE, nous appelons les décideurs européens à :

- Promouvoir et financer des solutions de gestion de l'eau adaptées aux contextes environnementaux et socio-économiques uniques en Europe. Il s'agit notamment d'investir dans la recherche et l'innovation et le développement de capacités axées sur des solutions localisées, telles que des cultures résistantes à la sécheresse dans les régions arides ou des systèmes de drainage améliorés dans les zones sujettes aux inondations.
- Adapter les directives existantes pour favoriser une approche holistique qui inclut la durabilité environnementale, l'équité sociale et la résilience des infrastructures.
- Mettre l'accent sur la résilience et l'adaptation en veillant à ce que les politiques de l'eau soient suffisamment souples pour s'adapter à des circonstances changeantes.
- Soutenir la flexibilité juridique nécessaire aux politiques de l'eau locales, permettant aux gouvernements locaux de développer des solutions spécifiques alignées avec les cadres nationaux et régionaux.

---

<sup>2</sup> [Gestion intégrée des ressources en eau](#), PNUE

<sup>3</sup> [Urban Green, Gand](#), Belgique

- Prioriser les solutions fondées sur la nature dans les stratégies d'adaptation climatique, en garantissant aux gouvernements locaux le soutien financier et technique nécessaire pour mettre en œuvre ces initiatives.

### 3. Augmentation du financement

Comme le souligne l'étude du CCRE sur la "[Transition Verte Locale](#)", le manque de ressources financières demeure le défi le plus urgent pour les collectivités territoriales dans la mise en œuvre des législations vertes.<sup>4</sup>

Le vieillissement des infrastructures hydrauliques, combiné à l'augmentation des risques climatiques, constitue une menace pour la santé publique ainsi que pour la durabilité environnementale et la résilience. Pourtant, de nombreuses municipalités, en particulier les plus petites, manquent de ressources pour assurer la mise en œuvre de la législation existante relative à l'eau. Par exemple, la directive sur le traitement des eaux urbaines résiduaires exige d'importants investissements substantiels en termes d'infrastructures et technologies, un budget substantiel pour les collectivités locales qui ne bénéficient pas d'un soutien financier adéquat.

Nous recommandons donc aux décideurs européens de :

- Apporter une assistance financière et technique ciblée aux municipalités pour faciliter la mise en conformité avec les législations relatives à l'eau, en exploitant les liens et synergies entre les différents textes législatifs sur politiques d'adaptation, d'utilisation des sols et d'aménagement du territoire.
- Accroître le financement des projets d'infrastructure hydrauliques, en mettant l'accent d'une part sur la modernisation des réseaux obsolètes et l'adoption de technologies innovantes pour améliorer l'efficacité de la gestion de l'eau et de la surveillance des infrastructures (par exemples les systèmes numériques d'information sur les canalisations) et, d'autre part sur l'élaboration de plans d'adaptation climatiques complets.
- Simplifier l'accès aux fonds d'urgence de l'Union européenne pour les municipalités et les régions touchées par des événements graves liés à l'eau, afin de leur permettre de mobiliser

---

<sup>4</sup> [Transition écologique locale : Perspectives pour un accord inclusif et compétitif](#), étude du CCRE, octobre 2024 (p.31)

rapidement les actions de réponse et de relances pour protéger les populations et les infrastructures critiques.

## 4. Une gouvernance inclusive multi-niveaux

Une gestion durable de l'eau exige une collaboration étroite d'un large éventail d'acteurs, y compris les gouvernements locaux et régionaux, les entités du secteur privé, la société civile et les organisations communautaires. Un mécanisme de gouvernance multi-niveaux est essentiel pour coordonner leurs efforts et développer des stratégies inclusives qui tiennent compte des différents besoins et perspectives. Ce modèle de gouvernance permet aux autorités locales de sensibiliser, de mener des actions proactives et de sécuriser des financements afin de développer des stratégies de résilience, agissant à la fois sur la prévention et la réponse aux événements liés à l'eau.

Le CCRE soutient des initiatives comme le partenariat [« Villes sensibles à l'eau » de l'Agenda urbain](#), conçu pour mobiliser la coopération entre les parties prenantes à tous les niveaux de gouvernance. Ce partenariat offre une plateforme pour partager des connaissances et des bonnes pratiques et résoudre ensemble les défis de la gestion de l'eau.

Les systèmes urbains d'approvisionnement en eau sont intimement liés aux bassins versants régionaux. Le développement urbain peut perturber les écosystèmes aquatiques naturels, impactant les régions environnantes, tandis que l'approvisionnement en eau des villes dépend d'une gestion durable des zones périurbaines et rurales. La concurrence pour les ressources en eau - entre l'agriculture, la production d'énergie et la gestion des crues - accentue encore cette interdépendance.

Pour bâtir une résilience durable, des mécanismes de gouvernance doivent prendre en compte les liens d'interdépendance entre l'eau, la nature et l'usage des sols, assurant que les politiques de gestion de l'eau intègrent pleinement ces interactions systémiques.

Afin de reconnaître la nature interconnectée des systèmes d'eau urbains et ruraux et promouvoir la coopération à tous les niveaux de gouvernance, nous appelons les décideurs européens à :

- Développer des cadres de gouvernance qui facilitent la coopération et le partage des ressources entre les centres urbains et les zones rurales environnantes, par des politiques de gestion intégrée de l'eau qui valorisent et promeuvent des pratiques durables qui profitent aux deux communautés.

- Renforcer les mécanismes de gouvernance à multi-niveaux en créant des plateformes permettant aux gouvernements locaux et régionaux – y compris au niveau transfrontalier, acteurs privés et société civile de collaborer étroitement sur des stratégies de résilience de la gestion de l'eau

## Contact



**Axelle Griffon**

Conseillère politique Sénior pour l'environnement, la mobilité et l'économie circulaire

Tél : (+32) 2 500 05 38

Courriel : [axelle.griffon@ccre-cemr.org](mailto:axelle.griffon@ccre-cemr.org)



## Le CCRE

Le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) est la plus grande association de gouvernements locaux et régionaux en Europe. Ses membres sont plus de 60 associations nationales de municipalités et régions de 40 pays européens. Ensemble, ces associations représentent près de 115 000 collectivités territoriales.

Les missions du CCRE sont doubles : influencer la législation européenne au nom des élus locaux et régionaux et fournir une plateforme d'échanges entre ses associations membres et leurs représentants élus et experts.

En outre, le CCRE est la section européenne de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), l'organisation mondiale de collectivités territoriales.

[www.cemr.eu](http://www.cemr.eu)

[twitter.com/ccrecemr](https://twitter.com/ccrecemr)